

Philippe Madelin 5 juillet 2007

Terrorisme : quand les attentats commis au Royaume Uni sonnent le tocsin à l'Assistance publique de Paris

Dans le cadre des récentes tentatives d'attentat, l'arrestation de huit médecins et agents de santé musulmans employés par l'administration britannique de la Santé, arrêtés au Royaume Uni, a provoqué de grosses vagues à l'Assistance Publique de Paris : un tel réseau peut-il se développer chez nous ?

La réponse est : on se pose la question avenue Victoria, le siège de l'AP-HP. Et ceci depuis peu, quand la DST a demandé d'identifier les activités réelles d'un jeune médecin originaire du Proche-Orient. L'AP-HP a dû constater que si le praticien était régulièrement payé, il avait tout simplement disparu des services. Pour aller travailler pour le compte d'une organisation palestinienne.

Cette singulière histoire pose plusieurs problèmes. Le principal est que au nom de l'éthique médicale, l'AP-HP n'exerce aucun contrôle sur l'origine et le cursus des dizaines de jeunes médecins qui exercent dans les hôpitaux parisiens. Sans disposer de diplômes reconnus en France, ils tiennent de très nombreux postes, rémunérés moitié moins cher qu'un médecin français, en particulier dans les services des Urgens, les gardes de nuit, et autres tâches désertées par les médecins français.

Deuxième point : la sécurité dans les 27 établissements hospitaliers de Paris, employant 95 000 personnes, est de plus en plus problématique. La nuit des dizaines de clochards envahissent les labyrinthes souterrains des hôpitaux. Et ces sans abris, plus souvent originaires de l'Europe de l'Est, se révèlent de plus en plus violents et agressifs. L'an passé, l'AO-HP a déploré 3000 agressions contre le personnel, des malades ou des visiteurs, dont 30 graves. La semaine dernière une tentative de hold-up a visé la caisse centrale de l'hôpital Cochin.

Pour faire face à cette insécurité croissante, aggravée par le fait que par éthique médicale, les hôpitaux restent très ouverts, les visiteurs n'étant soumis à aucun contrôle l'AP-HP ne dispose que d'un nombre très réduit d'agents de sécurité. En minorité statutaires de l'AP, en majorité recrutés dans les sociétés de sécurité privées.

Pour affronter cette situation, l'AP-HP se refuse à prendre toute nouvelle mesure sécuritaire, sans cacher ses préoccupations.